

d'autres ressources que celles de leurs bras, qui manquent d'instruction et qui ne prennent aucun souci des intérêts du propriétaire, parce qu'ils n'en sont pas pécuniairement responsables. Mais, direz-vous, quand on aura amélioré une terre et qu'on l'aura mise sur le pied de celles de l'Angleterre, on trouvera des fermiers capables et solvables. A cela, je répondrai, non ; un homme instruit et solvable, c'est-à-dire, pouvant répondre pécuniairement et moralement de vos fermages et de vos améliorations, ne se fera pas votre fermier ; il achètera une terre et profitera seul du fruit de son capital et de son industrie.

Je conclus donc, messieurs, en ce qui concerne les améliorations foncières à exécuter sur notre ferme, que nous ne devons faire que ce qui sera strictement nécessaire pour arriver à la culture du fonds. Nous devons aux agriculteurs canadiens cet exemple de prudence, et à notre bourse cette mesure d'économie.

Des améliorations purement foncières, celles que réclame la ferme de la Tortue, sont l'assainissement et les défoncements.

L'assainissement est la première condition du succès de la culture. Notre ferme, plus que toute autre, peut-être, a besoin d'un système complet d'égouts perfectionnés, à cause de son sous-sol imperméable et du peu de profondeur de sa couche végétale. Le comité a pu du reste se convaincre, par ses yeux, que tout est à faire en cette matière.

Le peu de profondeur de la couche arable, empêchera, en bien des endroits, la culture des plantes à racines pivotantes, s'il n'est fait, au préalable, un défoncement suffisant ; mais ces travaux sont fort longs et fort dispendieux. Je n'en fais ici mention que pour vous observer que nous ne devons les entreprendre qu'avec beaucoup de prudence.

Je ne vous signalerai, pour le moment, que ces deux points d'améliorations. Il me serait facile d'en constater bien d'autres ; le champ des améliorations est immense, mais nos ressources pécuniaires ne sont

pas en rapport avec les besoins de notre ferme.

En effet, notre exploitation se compose de 480 arpens de terre, dont deux cents se trouve dans le plus déplorable état de fertilité. Nous avons en caisse, pour exploiter cette vaste étendue, 150 louis seulement, notre budget des améliorations s'élève à 50 louis, ensemble 200 louis. Je crois qu'il n'est guère possible de se trouver dans de pires conditions de crédit. Si nous réussissons, nous n'aurons pas à craindre que l'on attribue nos succès à la masse de nos capitaux. Notre position devrait inspirer de la confiance aux agriculteurs qui pensent que l'on ne peut cultiver sans beaucoup d'argent, et qui se désespèrent, parce qu'ils n'ont pas des milliers de louis à enfouir dans le sol.

Notre situation financière étant celle de bien des cultivateurs, le plus heureux résultat que nous puissions attendre de la ferme-modèle est de montrer au pays ce que l'on peut faire avec de faibles ressources prudemment et économiquement administrées. Alors même que nous aurions les capitaux suffisants pour effectuer de grands travaux d'amélioration, nous ne devrions pas les entreprendre pour les motifs que je vous ai indiqués plus haut, et puis ensuite, parce que nous nous placerions à un point d'où nous ne pourrions plus être observés par le commun des agriculteurs du pays. Quand le pauvre construit sa chaumière, il ne fait pas attention aux somptueux monuments du riche.

Plus tard, quand les grands centres de population se seront multipliés, quand les terres incultes seront défrichées ou auront considérablement reculé leurs limites, quand de nombreuses usines couvriront vos superbes pouvoirs d'eau et demanderont à la terre des produits à manifester, quand enfin le sol aura acquis une valeur fixe et pourra répondre des capitaux affectés à son amélioration, les générations de cette époque exécuteront les travaux que nous ne pouvons entreprendre. Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue que nous